

Une piste cyclable à la place de la voie ferrée désaffectée

POLITIQUE . Adéma (Association pour le Développement des Mobilités Actives) se bat pour transformer l'ancienne voie ferroviaire Blaye-Saint-Mariens en piste cyclable. Elle en appelle aux candidats aux législatives.



Exemple de voie ferroviaire transformée en piste cyclable en Haute-Saintonge.

Photo DR

La ligne ferroviaire Blaye-Saint-Mariens, désaffectée depuis 1939 et 2004, fait parler d'elle en cette période électorale. Dans les meetings, sur les professions de foi des candidats, nombre d'entre eux se prononcent pour sa réouverture au transport ferroviaire, parfois sans savoir qu'une association propose de la transformer en voie verte et piste cyclable. Pour les militants de l'association Adéma, « la réhabilitation restera un mirage. C'est avant tout un dogme politique qui dure depuis 20 ans et le fantasme de quelques candidats et d'élus, de vouloir mettre dans des wagons des habitants de la Haute-Gironde pour rejoindre Bordeaux ». Michel Elie d'Adéma rappelle que lorsque les habitants sont consultés, le bus et la voie navigable ont leur préférence. « La Région a tenu compte des souhaits de la population, car la mise en place d'une ligne de bus entre Blaye et Bordeaux a été actée. Encore un peu de temps pour aménager trajet et horaires, mais c'est en bonne voie » constatent les bénévoles d'Adéma. Ils considèrent que la réhabilitation de la voie ferroviaire est « utopique et ne résoudra pas les

problèmes de mobilité dans notre circonscription ». Le process de transformation serait long et complexe : « démantèlement de la ligne, déblaiement, élargissement de l'emprise de la voie, réfection des ponts, remplacement des 25 passages niveau par des ponts et remise aux normes actuelles ». Un chantier gigantesque, un désastre écologique certain, des nuisances sonores et vibratoires pour les riverains. • En outre, la réhabilitation de cette ligne • au coût pharaonique serait générateur de pertes de fonctionnement tous les ans ».

L'alternative suggérée aux candidats aux législatives

Pour Adéma, l'alternative qui pourrait se faire avec un transfert de gestion serait la transformation de la ligne ferroviaire en piste cyclable, comme cela a été fait avec la liaison Clérac/Barbezieux où la SNCF a transmis la ligne et s'est gardé la possibilité de reexploitation, si des décennies plus tard, un besoin se faisait sentir.

« Il ne faut pas reproduire la vente en parcelles de la ligne Saint-Ciers-sur-Gironde/Blaye/Bourg/Saint-André-de-Cubzac, désaffectée en 1954, qui aurait pu être affectée d'autres modes de mobilité qui font cruellement défaut entre ces villes », constate Adéma.

Si le Conseil départemental est d'accord, Adéma indique que « deux années seraient suffisantes pour mettre en place une piste cyclable/voie verte, tout en respectant la nature et les riverains, et ceci avec un coût raisonnable de 2,8 millions d'euros au lieu de 120 millions d'euros pour le train. Adéma suggère de solliciter les aides de l'État et de l'Europe disponibles aujourd'hui pour ce type de projet et complète en disant que leur projet serait « source de création d'emplois (restauration, hébergement, réparation...), d'attractivité pour l'implantation d'entreprises et de retombées économiques (œnologie, tourisme...).

Adéma avance un chiffre éloquent: la circonscription compterait 14 km de piste verte sur les 900 que compte la Gironde... « Sans jalouser les habitants des autres secteurs de Gironde, nous avons été oubliés. Cela n'est pas équitable car nous payons nos impôts comme les autres et cette injustice doit être réparée », alerte Adéma.

Pour cela, l'association a contacté les différents candidats aux élections législatives et invite à s'exprimer clairement sur le sujet de la transformation de la voie ferrée Blaye/Saint-Mariens en piste cyclable.

Christophe Meynard